

Nouveau regard sur la réalité complexe des enfants de la rue en Amérique latine

Entrevue avec Riccardo Lucchini, Sociologue, Université de Fribourg (Suisse)

Michel Parazelli and Mario Poirier

Volume 13, Number 1, June 2000

Le « nouveau » travail social...

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/000002ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/000002ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Parazelli, M. & Poirier, M. (2000). Nouveau regard sur la réalité complexe des enfants de la rue en Amérique latine : entrevue avec Riccardo Lucchini, Sociologue, Université de Fribourg (Suisse). *Nouvelles pratiques sociales*, 13(1), 5–13. <https://doi.org/10.7202/000002ar>

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés © Presses de l'Université du Québec (PUQ), 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>



Nouveau regard sur la réalité complexe des enfants de la rue en Amérique latine

Entrevue avec Riccardo Lucchini

Sociologue, Université de Fribourg (Suisse)

Michel PARAZELLI

*Département de géographie
Université du Québec à Montréal*

Mario POIRIER

*Télé-université
Université du Québec*

Après avoir mené pendant quelques années des recherches sur le comportement toxicodépendant en Suisse, Riccardo Lucchini s'est interrogé sur la validité des théories sociologiques de la toxicodépendance élaborées pour les pays du Nord lorsque appliquées à une population très différente sur le plan culturel et social. C'est à l'occasion d'un congé sabbatique, au début des années 1990, que Riccardo Lucchini a étudié les pratiques de consommation d'inhalants par les enfants de la rue au Brésil. Très vite, il a constaté que cette population ne correspondait pas à l'image que les médias et une certaine littérature projetaient de ces jeunes. Ils n'étaient pas simplement des objets de la répression et de la violence, mais disposaient de compétences et d'une capacité réflexive importante.

Ainsi, le sociologue suisse reconnaît avoir été surpris par la diversité des situations individuelles et par l'hétérogénéité psychosociologique de cette population méconnue malgré la forte médiatisation du phénomène. Il a donc entrepris une recherche comparative entre les villes de Rio, Montevideo et Mexico et réalisé des entretiens exploratoires avec des enfants de la rue au Honduras, au Costa Rica, au Pérou et en Argentine.

Depuis 1997, il mène une recherche sur la construction identitaire des femmes appartenant aux couches sociales les plus défavorisées au Costa Rica et au Honduras en considérant la violence masculine dans l'espace domestique. D'autres aspects de cette étude concernent l'éducation des enfants et les enjeux identitaires qui en découlent ainsi que la relation au travail lucratif et les revendications de la femme envers l'homme-compagnon et la société en général. Les résultats de cette recherche seront bientôt publiés.

Loin de banaliser la misère qui sévit dans les pays d'Amérique latine, Riccardo Lucchini jette un regard attentif et lucide sur les ressources que les enfants de la rue se donnent à eux-mêmes dans le but non seulement d'affronter l'adversité mais aussi de profiter de l'expérience de la vie de rue pour se construire socialement. Monsieur Lucchini a été invité à Montréal par le Collectif de recherche sur l'itinérance (CRI) à titre de conférencier d'ouverture pour le colloque intitulé « L'itinérance au quotidien », tenu le 4 juin 1999 à la Bibliothèque nationale (Montréal). Voici quelques-unes de ses publications traitant des jeunes de la rue :

Enfant de la rue. Identité, sociabilité, drogue, Genève, Librairie Droz S. A., 1993.

Sociologie de la survie, Paris, Presses universitaires de France, 1996.

« L'enfant de la rue : réalité complexe et discours réducteurs », *Déviance et Société*, vol. 22, n° 4, 1998, 347-366.

NPS – Quelle est l'ampleur du phénomène des enfants de la rue en Amérique latine ?

Il est impossible de connaître le nombre précis d'enfants de la rue, car ils sont très mobiles. Lorsque vous rencontrez plusieurs enfants de la rue dans un endroit et à un moment donnés, la semaine suivante, ils n'y sont plus. Dans ces conditions, le comptage n'est pas possible. On cite quand même des chiffres en Amérique latine qui vont de 30 à 100 millions d'enfants de la rue. C'est absurde, l'écart est tellement grand que seule l'imprécision est démontrée. De plus, on ne s'entend pas sur la définition d'un enfant de la rue. On mêle tout lorsqu'il s'agit d'en estimer le nombre : des enfants qui travaillent dans la rue, des jeunes itinérants, des familles itinérantes qui font travailler les enfants. Par exemple, pour le Brésil, on parle de sept millions d'enfants de la rue, ce qui est tout à fait absurde. C'est davantage autour de quelques dizaines de milliers d'enfants de la rue qu'il s'agit, mais cela dépend

de la définition que l'on donne à l'enfant de la rue. Si l'on définit l'enfant de la rue comme pouvant faire une carrière dans la rue, c'est-à-dire ayant une histoire personnelle inscrite dans une ou des trajectoires spécifiques, on verra qu'il est difficile de comptabiliser ces enfants. La carrière est une question d'identification par rapport à des références que l'enfant peut trouver dans son histoire et dans l'espoir qu'il investit dans un projet de vie. Si l'on caractérise une population à partir de critères comportementaux classiques, on n'est pas en mesure de discerner le processus central mais non visible de la carrière.

NPS – *Quelles sont alors les caractéristiques des enfants de la rue en Amérique latine ?*

Comme nous venons de le constater, l'identification des caractéristiques des enfants de la rue en Amérique latine varie selon le point de vue des acteurs. Par exemple, le point de vue qui est adopté par les institutions telles que l'UNICEF ainsi qu'une grande partie des organismes non gouvernementaux (ONG) définit l'enfant de la rue comme celui qui n'a plus de contact avec ses parents ou avec des adultes responsables et qui passe la majeure partie de son existence dans la rue. En fait, selon ce point de vue, ce sont deux dimensions qui définissent les enfants de la rue : on les considère comme étant tous semblables les uns aux autres et ils n'auraient pas de carrière. Or, ce que j'ai remarqué après plusieurs années sur le terrain, c'est que cela ne correspond pas à la réalité. Il s'agit d'une catégorie sociale très hétérogène en termes de parcours, d'identité et de récit (façons de parler de soi-même). Déjà, on peut percevoir des différences entre les jeunes en ce qui concerne le départ vers la rue. Il existe une très grande diversité psychosociologique pour cette catégorie d'enfants qui ont des biographies individuelles distinctes. L'enfant de la rue est en fait l'enfant qui a fait de la rue son lieu d'existence, mais ce n'est pas le seul lieu, car il est très mobile dans l'espace : il passera d'un lieu à un autre. Par exemple, il sera de retour chez ses parents pendant un certain nombre de jours pour être ré-institutionnalisé pendant deux ou trois mois, revenir à la rue et trouver un travail temporaire dans le monde de l'économie informelle. L'enfant de la rue possède beaucoup de ressources. Il est toujours en transformation, et la vie dans la rue lui fait vivre des changements dans le temps qui peuvent le faire régresser ou progresser dans la carrière. La façon de disposer des champs sociaux (la famille, l'école, l'atelier, l'économie informelle, la rue et l'institution) varie selon les enfants et les milieux. En revanche, la violence existe chez les enfants de la rue compte tenu des particularités historiques, culturelles et spatiales des villes sud-américaines. Pensons au comportement de la police et de certains adultes qui abusent de ces enfants. Si le sans domicile fixe (SDF) adulte est respecté, l'enfant de la rue, lui, ne l'est pas du tout. En ce qui regarde la présence des

filles, il existe actuellement un discours très masculin sur les enfants de la rue. Peu d'études ont abordé les filles de la rue, même si l'on estime qu'elles peuvent représenter environ 15 à 20 % des enfants de la rue. Parfois, les filles forment un couple avec un enfant où les trois vivent dans la rue.

NPS – *Quel âge peuvent avoir les enfants de la rue ?*

Les enfants de la rue peuvent commencer leur insertion dans la rue dès l'âge de cinq ou six ans, mais il s'agit alors de cas extrêmes. Sinon, c'est à partir de huit ou neuf ans que plusieurs vivront dans la rue jusqu'à 18 ans. Il y a aussi des jeunes adultes vivant dans la rue mais ne se mêlant pas avec les enfants de la rue. Ils possèdent leur propre bande et ces jeunes constituent un danger pour les enfants de la rue, car ils les exploitent. Ces bandes de jeunes adultes sont fortement hiérarchisées tandis que la plupart des enfants de la rue de moins de 18 ans forment des bandes peu structurées où les rites d'initiation sont peu nombreux. Les enfants de la rue appartiennent à des réseaux très flexibles qui sont adaptés à la vie dans la rue. Il n'y a pas de territoires rigides comme pour les gangs de rue en Amérique du Nord. L'appartenance à un groupe se limite surtout à quelques copains. Même si les enfants de la rue sont très mobiles, ils ont tendance à revenir à leurs lieux d'origine.

NPS – *Vous avez réalisé des travaux de recherche sur les enfants de la rue à Rio de Janeiro, à Mexico et à Montevideo, avez-vous relevé des différences dans leur façon d'utiliser la rue ?*

Oui, certainement. La première différence se situe par rapport au territoire. La formation de territoires variait en fonction des ressources de l'espace différentes d'une ville à l'autre. Nous avons donc observé différents modes d'utilisation de la rue pour chacune des villes. Par exemple, l'enfant de la rue à Rio alterne entre la rue et d'autres champs complémentaires, principalement entre le champ familial et la rue (il demeure une semaine chez lui et, ensuite, il revient dans la rue pour y séjourner pendant six mois). Au centre de Rio où nous avons travaillé, la rue est relativement riche en ressources. Nous avons relevé une autre modalité à Montevideo où la rue est beaucoup moins riche sur le plan des ressources que celle de Rio. Il importe de souligner que ces enfants de Montevideo ont pratiquement tous été institutionnalisés très jeunes (pris en charge par des ONG ou des programmes d'État). Ce sont des jeunes ayant connu l'institutionnalisation précoce alors qu'à Rio ce n'est pas du tout le cas. Les enfants de Montevideo ont perdu la capacité d'utiliser la rue en fonction de certains besoins (cognitifs, affectifs, sociaux, matériels, de référence identitaire). C'est comme si cette institutionnalisation les a privés de leurs compétences à tirer de la rue ce qui aurait pu les faire entrer dans

une carrière d'enfant de la rue. Donc, ces enfants circulent entre la rue, l'institution, la famille, le travail informel, l'école et les ateliers. Dans aucun de ces champs, ils ne trouvent de réponses à leurs besoins. Ils ne sont nulle part chez eux. Le cas de Mexico constitue le terrain le plus riche, l'endroit où les ressources sont extrêmement abondantes. À Mexico, nous avons des enfants qui résidaient dans la rue, ou s'ils la quittaient, c'était pour très peu de temps (par exemple, aller en vacances à Acapulco de façon volontaire). Il y a aussi des enfants qui sont en fait des visiteurs pendant les vacances scolaires. Quand l'école recommence, ils quittent la rue. La rue de Mexico est un espace très diversifié fonctionnellement, très peu violent par rapport à Rio ou au Guatemala où la violence est très présente (meurtres d'enfants de la rue).

NPS – *Est-ce que la drogue joue un rôle dans les modes d'utilisation de la rue ?*

La drogue joue un très grand rôle. Les enfants de la rue consomment des inhalants, des détachants, des solvants, des gaz de briquets, des somnifères mélangés avec de l'alcool. Dans d'autres pays comme le Pérou, la cocaïne est disponible mais celle-ci est plus violente. La grande majorité des enfants consomment tous les jours, mais il est inexact de dire que ce sont tous des toxicomanes ou qu'ils sont tous dépendants, car il y a plusieurs autres fonctions associées à cette consommation : des fonctions ludiques, identitaires et d'ordre individuel et social. Il y a des cas d'enfants très dépendants, mais la majorité sont capables de délaisser la consommation de drogue du jour au lendemain. Quand la fonction est collective, on revendique une identité collective. Par exemple, on consomme le soir sur la place centrale dans les escaliers ; il peut y avoir entre 15 et 20 enfants. C'est une manifestation identitaire : « Nous sommes des enfants de la rue, on a notre territoire et on revendique ce droit d'inhaler. » On ne retrouve pas cette attitude collective chez les toxicomanes du Nord. De plus, certains disent qu'inhaler leur permet de réprimer des inhibitions pour avoir le courage de voler ensuite. Alors, ici, c'est la fonction instrumentale de la drogue qui domine. La diversité des cas de figure rend le discours sur la drogue très complexe et réducteur lorsque ce phénomène n'est envisagé que sous l'angle de la dépendance.

NPS – *Comment se vit dans les familles le fait d'avoir un enfant de la rue ?*

C'est différent d'une famille à l'autre, mais il règne généralement une résignation, surtout de la part des mères. Les pères sont généralement absents ; les familles sont monoparentales mais avec une présence masculine transitoire. L'homme circule beaucoup, il passe d'une femme à l'autre. Il fait des enfants et, ensuite, il quitte. Habituellement, la mère dit qu'elle fait tout pour que l'enfant ne parte pas. Elle dit souvent que c'est le parâtre (le compagnon

qui n'est pas le père biologique de l'enfant) qui fait partir l'enfant. Parfois, elle invoque l'influence des camarades face auxquels elle se sent impuissante. Les mères diront aussi qu'elles ont tout essayé et n'ont pas réussi. Ce sont des pratiques discursives de justification, car les mères se sentent stigmatisées, culpabilisées par les médias qui reprochent aux femmes de ne pas savoir éduquer leurs enfants lorsqu'ils vont dans la rue. Mais la femme n'est pas la seule responsable du départ de l'enfant. Le père est très en retrait de cette préoccupation. Il est confronté aux valeurs traditionnelles de la masculinité (le pourvoyeur, l'autorité, le chef de famille) et en même temps à l'impossibilité de remplir ces rôles. Puisque c'est souvent la mère qui comble ces rôles, un climat de violence s'installe dans le couple. L'homme finit par quitter le foyer, car il a l'impression de perdre rapidement le respect des enfants.

NPS – *Qu'est-ce qui fait qu'un enfant sera attiré par les rues du centre-ville pendant qu'un autre vivant dans les mêmes conditions familiales et dans le même bidonville ne fera pas ce choix ?*

Si l'on prend l'ensemble de la population sud-américaine qui vit dans la très grande pauvreté et la misère, mentionnons d'abord qu'il n'y a qu'une infime minorité qui va dans les rues du centre-ville. La grande majorité reste dans le bidonville. Il y a donc d'autres stratégies que celle de partir. Il faut le dire pour éviter de stigmatiser les familles monoparentales qui font des miracles et déploient des efforts énormes pour que tous aient un minimum vital pour survivre et aller à l'école. Quant aux raisons invoquées par les enfants pour rendre compte de leur départ, les actes de violence de la part de la mère ou du parâtre sont souvent mentionnés par eux. Mais il faut dire que nous avons identifié 25 % des enfants de la rue rencontrés qui étaient attirés par la rue pour des raisons ludiques, pour s'amuser, car le bidonville est trop monotone, il ne possède pas les mêmes ressources que la rue. Dans les rues du centre-ville, il y a beaucoup d'activités et beaucoup de distractions. Certains enfants partent donc dans la rue pour vivre mieux. D'ailleurs, certains mangent mieux dans les rues du centre-ville que dans les bidonvilles. Les autres partent parce que la médiation de la violence est inacceptable, c'est-à-dire que si la mère biologique ne prend pas la défense de son enfant lorsque le parâtre est violent, l'enfant se sent totalement abandonné par la mère et c'est souvent après coup que l'enfant va vous dire : « Je suis parti parce que ma mère ne m'a pas protégé contre la violence du père. » Ce n'est pas la violence brute qui explique le départ mais le comportement d'abus de la part de la personne de référence de l'enfant. Parfois, il arrive que la mère fasse le choix du compagnon plutôt que de l'enfant. Elle aime mieux garder un homme à la maison que de protéger l'enfant en risquant de perdre son compagnon et de se retrouver seule encore une fois. De plus, il y a ce que j'appelle des « surcharges identitaires ». Il s'agit de garçons qui doivent s'occuper de tâches

domestiques incompatibles avec leur statut de garçon et sont identifiés par leurs copains des rues du bidonville comme n'étant plus un garçon, mais au service de la mère et totalement soumis. Le garçon ne supportera pas les tâches ménagères et va partir.

NPS – *Quelles sont les conditions qui poussent un enfant à décider de sortir de la rue ?*

Il y a un type de rue qui devient plus négative que positive, dont les coûts, soit les investissements symboliques et matériels (santé, délits), sont supérieurs aux bénéfiques. Alors, l'enfant va éprouver le besoin de quitter la rue. Lorsque la rue devient répressive et dangereuse et qu'il n'y a plus rien de nouveau, il va chercher une alternative. Mais il ne le fera pas s'il n'y a pas d'alternative très gratifiante. L'âge des enfants est aussi déterminant, car il est plus facile pour un enfant plus jeune de faire l'aumône que pour un adolescent de 17 ans, par exemple. Habituellement, les enfants de la rue cherchent une sortie lorsqu'ils atteignent la majorité pénale (18 ans), car ils risquent alors d'avoir des embêtements sérieux avec la police et de finir en prison pour des délits qu'ils n'auraient pas commis étant donné la corruption des policiers. Ces derniers utilisent souvent les enfants comme receleurs d'objets volés.

NPS – *Quelles sont les formes d'intervention auprès des enfants de la rue en Amérique latine ?*

On dénombre deux grandes formes d'intervention. La première et la plus courante est celle qui vise à extraire l'enfant de la rue, à l'institutionnaliser ou à faire en sorte qu'il rentre chez lui, sans pour autant modifier la situation de départ qui est responsable de sa présence dans la rue. Sortir un enfant de la rue alors qu'il est parti de chez lui pour des raisons ludiques et non pour des raisons liées à la pauvreté, à la violence ou au comportement de la mère, est possible, car les conditions de départ n'expulsent pas l'enfant. Il reste que, dans cette forme d'intervention, la rue est considérée comme mauvaise, faite de culture déviante et donc productrice de populations dangereuses et de délinquance. L'intervention de type caritative ou misérabiliste va de pair avec cette logique : la rue est mauvaise, on doit y enlever l'enfant ; il n'y a rien à apprendre dans la rue, aucune ressource, aucune compétence légitime que l'enfant pourrait construire et l'accession à l'autonomie est impossible dans la rue. Il existe une autre forme d'intervention qui envisage la rue comme produisant un certain nombre de richesses et comme un endroit où l'enfant apprend des compétences, acquiert des habiletés qu'il pourra ensuite utiliser ailleurs dans un travail ou lorsqu'il va fonder une famille. Là, on assiste l'enfant dans la rue en assumant une présence avec lui. Cette forme d'intervention vise à aider l'enfant à utiliser au mieux la rue pour qu'il accède à l'autonomie adulte. Alors, si l'enfant formule le désir de quitter la rue, les intervenants

l'accompagnent, mais en l'absence de cette requête, on ne doit pas le forcer à quitter la rue. Il arrive que les enfants demandent à des intervenants de les ramener à la maison, mais cela peut parfois constituer une stratégie de négociation avec l'intervenant visant à satisfaire l'attente de l'adulte. De cette manière, l'enfant pense pouvoir obtenir autre chose de l'adulte. Lorsqu'on entreprend vraiment la démarche, l'enfant ne veut plus rentrer chez lui. Normalement, il rentre chez lui seulement s'il a quelque chose à apporter, s'il est bien habillé par exemple, s'il a un cadeau à ramener à la maison. Il ne rentrera jamais les mains vides. C'est une constante : montrer qu'il a réussi dans la rue en y trouvant des ressources (du chocolat, un t-shirt, un gâteau, des médicaments pour le grand-père, etc.). La deuxième forme d'intervention sollicite d'autres adultes pouvant devenir des partenaires dans la rue comme les policiers. Ainsi, on montre aux policiers que les enfants de la rue ne sont pas des délinquants ou des victimes, qu'ils possèdent une histoire personnelle et un certain nombre de compétences. On forme des adultes qui sont en contact avec les enfants de la rue.

NPS – *Quels sont les principaux enjeux de l'intervention auprès des enfants de la rue en Amérique latine ?*

Il importe de faire en sorte que l'enfant acquière un respect de lui-même et qu'il devienne plus critique par rapport aux discours qui sont tenus sur lui : les discours institutionnels, ceux de l'opinion publique, ceux des intervenants, des parents qui, dans les bidonvilles, adoptent les discours majoritaires des classes moyennes bien qu'ils soient tous stigmatisants. Le principal objectif est d'éviter que les enfants de la rue ne souffrent de la stigmatisation ambiante. Ensuite, il s'agit de définir quelles sont les alternatives crédibles à la rue, quelles sont les alternatives économiques et professionnelles que l'on offre à ces jeunes quand la plupart de ces pays présentent des économies sinistrées. L'intervention doit rendre l'enfant apte à se débrouiller dans des conditions difficiles, c'est-à-dire l'aider à acquérir de compétences qui lui permettront de fonder éventuellement une famille ou de devenir un individu responsable d'abord par rapport à lui-même. Car l'enfant de la rue n'est pas plus irresponsable qu'un enfant de classe moyenne. Lorsqu'on entend les raisons invoquées par les enfants de la rue pour désigner les personnes qui pourraient être victimes d'un vol et celles qui ne doivent pas être volées, on voit qu'ils savent faire cette différence. Il s'agit d'une compétence très importante sur le plan symbolique : il y a des choses qu'on peut faire et il y en a d'autres qu'on ne peut pas faire. L'intervention doit renforcer ce type de compétences. Et l'accès à une réelle formation professionnelle assure dans ces économies sinistrées un avenir beaucoup plus solide, car l'Amérique latine manque énormément d'artisans compétents dans le domaine de l'électricité et de la construction.

NPS – *Comment peut-on valoriser les compétences apprises dans la rue et les faire reconnaître par les institutions sociales ?*

On ne peut le faire sans développer l'appui politique. Essayer de faire comprendre que la pauvreté n'engendre pas automatiquement la déviance, l'irresponsabilité et le danger à ceux qui fixent les normes de fonctionnement de l'école, de la formation professionnelle, du marché du travail, etc. En même temps, faire en sorte que des mouvements sociaux se forment, pas uniquement des mouvements communautaires mais également des mouvements sociaux qui, en tant qu'acteurs politiques, s'adressent directement à l'État comme acteurs politiques (p. ex., pression aux élections). Les ONG internationaux ne peuvent faire ce genre de travail, car on verrait mal des étrangers faire de la politique. Toutefois, les ONG peuvent agir pour revendiquer plus de justice, exiger la condamnation des policiers qui abusent et assassinent des enfants. Il ne suffit pas d'intervenir directement auprès des enfants, les ONG locaux et les mouvements sociaux doivent modifier les institutions. Des progrès ont été accomplis, notamment au chapitre des lois, à la suite de l'adoption de la *Convention des droits de l'enfant* en 1989. L'enfant est maintenant devenu un sujet de droit. Cependant, beaucoup de chemin reste à parcourir. En effet, même si dorénavant les pays d'Amérique latine établissent une différence entre les délits mineurs et les délits majeurs chez les jeunes, les ressources financières pour appliquer des mesures de réintégration laissent à désirer.